

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/10924]

8 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la commission consultative administration-industrie

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, l'article 1^{er}, § 3 ;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1985 relatif à la commission consultative administration-industrie ;

Vu le test genre visé à l'article 3, 2^o, de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale, réalisé le 23/07/2018 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact sur la situation des personnes handicapées du 22/10/2018 ;

Vu l'avis de la Commission consultative "Administration-Industrie", donné le 24 mai 2018 ;

Vu l'avis n°64.174 du Conseil d'Etat, rendu le 17 septembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre bruxellois de la Mobilité et des Travaux publics ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Il est créé au sein de Bruxelles-Mobilité une commission consultative, appelée ci-après commission bruxelloise administration-industrie, composée de représentants de l'administration et de représentants de l'industrie liée à la construction, la réparation et l'entretien des véhicules de transport par terre et à leur utilisation.

La commission bruxelloise administration-industrie a pour mission d'émettre un avis sur tout projet d'arrêté d'exécution de la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité.

Art. 2. La commission bruxelloise est composée de dix-huit membres, dont quatre représentent Bruxelles Mobilité et quatorze représentent l'industrie.

Art. 3. Les quatre représentants de Bruxelles Mobilité, visés à l'article 2, sont : le Directeur Chef de service de Bruxelles Mobilité ayant les conditions techniques des véhicules dans ses compétences ou son délégué et trois membres du personnel de Bruxelles Mobilité désignés par le Directeur Chef de service.

En cas d'empêchement, tout représentant peut désigner un membre du personnel comme suppléant dans la commission bruxelloise.

Art. 4. Les quatorze représentants de l'industrie, visés à l'article 2, sont :

1^o un délégué de la Fédération des entreprises de Belgique (en abrégé FEB) ;

2^o un délégué de la Fédération de l'industrie technologique (en abrégé Agoria) ;

3^o un délégué de la Fédération belge de l'industrie de l'automobile et du cycle (Febiac en abrégé) ;

4^o un délégué de l'Union professionnelle du transport et de la logistique (en abrégé U.P.T.R.) ;

5^o un délégué de l'Association professionnelle des entreprises de transport et de logistique (en abrégé T.L.V.) ;

6^o un délégué de la Fédération belge de la carrosserie et des métiers connexes (en abrégé Febelcar) ;

7^o un délégué de la Fédération belge des exploitants d'autobus et d'autocars (en abrégé F.B.A.A.) ;

8^o un délégué de la Fédération belge des Véhicules Anciens (en abrégé F.B.V.A.) ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/10924]

8 NOVEMBER 2018. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de commissie administratie-nijverheid

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebereken moeten voldoen, artikel 1, § 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1985 betreffende de raadgevende commissie administratie-nijverheid;

Gelet op de gendertest zoals bedoeld in artikel 3, 2^o van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uitgevoerd op 23/07/2018;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact op de situatie van personen met een handicap van 22/10/2018;

Gelet op het advies van de Raadgevende commissie 'Administratie-Industrie', gegeven op 24 mei 2018;

Gelet op advies nr 64.174 van de Raad van State, gegeven op 17 september 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Brusselse minister van Mobiliteit en Openbare Werken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt bij Brussel Mobiliteit een raadgevende commissie, hierna Brusselse commissie administratie-nijverheid te noemen, opgericht die samengesteld is uit vertegenwoordigers van de administratie en vertegenwoordigers van de nijverheid, betrokken bij de bouw, de herstelling en het onderhoud van de voertuigen voor vervoer op het land, alsook bij het gebruik ervan.

De Brusselse commissie administratie-nijverheid is ermee belast advies te geven over elk ontwerp van besluit tot uitvoering van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebereken moeten voldoen.

Art. 2. De Brusselse commissie is samengesteld uit achttien leden, waarvan vier Brussel Mobiliteit en veertien de nijverheid vertegenwoordigen.

Art. 3. De vier vertegenwoordigers van Brussel Mobiliteit, vermeld in artikel 2, zijn: de Directeur Departementshoofd van Brussel Mobiliteit die bevoegd is voor de technische eisen van de voertuigen of zijn afgevaardigde en drie personeelsleden van Brussel Mobiliteit die zijn aangewezen door de Directeur Departementshoofd van Brussel Mobiliteit.

In geval van verhindering mag iedere vertegenwoordiger een personeelslid als plaatsvervanger in de Brusselse commissie aanwijzen.

Art. 4. De veertien vertegenwoordigers van de nijverheid, vermeld in artikel 2, zijn:

1^o één afgevaardigde van het Verbond van Belgische Ondernemingen (afgekort VBO);

2^o één afgevaardigde van de Federatie van de technologische industrie (afgekort Agoria);

3^o één afgevaardigde van de Belgische federatie der auto- en rijwielenijverheden (afgekort Febiac);

4^o één afgevaardigde van de Unie van Professionele Transporteurs en Logistieke ondernemers (afgekort UPTL);

5^o één afgevaardigde van de Beroepsvereniging van ondernemingen in transport en logistiek (afgekort TLV);

6^o één afgevaardigde van de Belgische federatie der rijtuigmakerij en bijbehorende ambachten (afgekort Febelcar);

7^o één afgevaardigde van de Federatie van de Belgische autobus- en autocarondernemers (afgekort FBAA);

8^o één afgevaardigde van de Belgische Federatie voor Oude Voertuigen (afgekort BFOV);

- 9° un délégué du Groupement des organismes de contrôle automobile (en abrégé G.O.C.A.) ;
 10° un délégué de la Fédération royale belge des Transporteurs et des Prestataires de services logistiques (en abrégé Febetra) ;
 11° un délégué de la Fédération du secteur automobile et des secteurs connexes (en abrégé Traxio) ;
 12° un délégué du centre de contrôle technique et d'examens pour le permis de conduire (en abrégé A.C.T.) ;
 13° un délégué du centre de contrôle technique et d'examens pour le permis de conduire (en abrégé S.A.) ;
 14° un délégué de l'association des entrepreneurs agricoles et les habitants de la campagne (en abrégé Boerenbond)

Les représentants de chaque fédération visée à l'alinéa premier, sont désignés par leur instance dirigeante.

Art. 5. La présidence de la commission bruxelloise est assurée par le Directeur Chef de service de Bruxelles Mobilité ayant les conditions techniques des véhicules dans ses compétences ou son délégué.

La vice-présidence de la commission bruxelloise est assurée par un membre du personnel de Bruxelles Mobilité.

Lorsque les deux représentants visés aux alinéas 1^{er} et 2 sont en même temps empêchés et lorsque la commission bruxelloise est quand même tenue de siéger, celle-ci désigne le représentant de l'administration pour assurer la présidence par intérim.

Art. 6. Le secrétariat de la commission bruxelloise est assuré par les services de Bruxelles Mobilité.

Art. 7. Le président de la commission bruxelloise ou, en cas d'empêchement, le vice-président, convoque la commission, établit son ordre du jour et dirige ses activités.

La commission bruxelloise siège valablement, indépendamment du nombre de membres présents ou représentés. Lorsqu'une représentation de l'industrie est absente bien qu'elle ait été convoquée correctement, elle est censée marquer son accord sur les projets inscrits à l'ordre du jour, sauf si elle a transmis ses observations par écrit au président de la réunion avant la réunion.

Art. 8. La commission émet ses avis sous forme de procès-verbaux de séance signés par le président de séance et le secrétaire, et reprenant le point de vue de chaque délégation.

Art. 9. La commission peut constituer des groupes de travail chargés de l'étude des questions spéciales.

Le président et les membres de ces groupes de travail sont désignés par la commission.

Art. 10. La commission élabore un règlement d'ordre intérieur et prend les mesures nécessaires pour assurer l'exécution correcte des dispositions du présent arrêté.

Art. 11. La participation aux travaux de la commission a lieu à titre gratuit.

Art. 12. L'arrêté royal du 24 décembre 1985 relatif à la commission consultative administration-industrie est abrogé.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 14. Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 novembre 2018.

Le Ministre-Président du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propriété publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

- 9° één afgevaardigde van de Groepering van organismen voor de controle van automobielen (afgekort GOCA);
 10° één afgevaardigde van de Koninklijke Federatie van Belgische transporteurs en Logistieke dienstverleners (afgekort Febetra);
 11° één afgevaardigde van de Federatie van de autosector en de aanverwante sectoren (afgekort Traxio);
 12° één afgevaardigde van de centrum voor autokeuring en rijexamens (afgekort ACT);
 13° één afgevaardigde van de centrum voor autokeuring en rijexamens (afgekort SA);
 14° één afgevaardigde van de vereniging voor de agrarische ondernemers en de bewoners van het platteland (afgekort Boerenbond)

De vertegenwoordigers van elke federatie, vermeld in het eerste lid, worden door hun leidende instantie aangewezen.

Art. 5. Het voorzitterschap van de Brusselse commissie wordt waargenomen door de Directeur Departementshoofd van Brussel Mobiliteit die bevoegd is voor de technische eisen van de voertuigen of zijn afgevaardigde.

Het ondervoorzitterschap van de Brusselse commissie wordt waargenomen door een personeelslid van Brussel Mobiliteit.

Als beide vertegenwoordigers, vermeld in het eerste en het tweede lid, samen verhindert zijn en als de Brusselse commissie desondanks genoodzaakt is zitting te houden, wijst ze de vertegenwoordiger van de administratie aan om het interim-voorzitterschap waar te nemen.

Art. 6. Het secretariaat van de Brusselse commissie wordt door de diensten van Brussel Mobiliteit waargenomen.

Art. 7. De voorzitter van de Brusselse commissie of, bij verhindering, de ondervoorzitter roept de commissie bijeen, stelt haar agenda vast en leidt de werkzaamheden ervan.

De Brusselse commissie zetelt geldig, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden. Als een afvaardiging van de nijverheid afwezig is ondanks het feit dat ze correct is opgeroepen, wordt ze verondersteld haar akkoord te geven over de ontwerpen die ingeschreven zijn op de agenda, tenzij ze haar opmerkingen vóór de vergadering aan de voorzitter van de vergadering schriftelijk kenbaar heeft gemaakt.

Art. 8. De commissie brengt haar adviezen uit in de vorm van de notulen van de vergadering, ondertekend door de voorzitter van de vergadering en de secretaris, waarin het standpunt van elke afvaardiging is opgenomen.

Art. 9. De commissie mag werkgroepen oprichten, belast met de studie van bijzondere kwesties.

De voorzitter en de leden van deze werkgroepen worden door de commissie aangeduid.

Art. 10. De commissie stelt een huishoudelijk reglement op en neemt de nodige maatregelen om de correcte naleving van de bepalingen van dit besluit te waarborgen.

Art. 11. De deelneming aan de werkzaamheden van de commissie is onbezoldigd.

Art. 12. Het koninklijk besluit van 24 december 1985 betreffende de raadgevende commissie administratie-nijverheid wordt opgeheven.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 14. De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 november 2018.

De minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET